

**ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL TEMPORAIRE
n° 21 - DRIT - 0130 - ATX
Portant réglementation de la circulation**

Intervention sur poteaux Orange pour modification des rehausses de câbles

Circulation alternée et limitation de vitesse
RD 111 du PR 5 au PR 7+0160
et RD 111 du PR 8+0595 au PR 10
Commune de MONTAGNAC MONTPEZAT

Le Président du Conseil départemental des Alpes de Haute-Provence

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Règlement de Voirie ;

Vu L'arrêté départemental n° 2020-DFAJ-147 du 24 novembre 2020 portant délégation de signature au sein du Pôle Développement Durable et Territoires ;

Vu la demande par laquelle SUDTEL FRANCE demeurant Impasse de Dion Bouton 13300 SALON DE PROVENCE représentée par Luis Dias de BYSAT, sollicite la modification des conditions de circulation en vue de la réalisation de intervention sur poteaux Orange pour modification des rehausses de câbles sur le domaine public ou en bordure de celui-ci, RD 111 du PR 5 au PR 7+0160 et RD 111 du PR 8+0595 au PR 10 ;

Considérant que pour permettre la réalisation de la demande dans de bonnes conditions, il y a lieu de réglementer la circulation sur la sur les RD 111 du PR 5 au PR 7+0160 (MONTAGNAC MONTPEZAT) situés hors agglomération et RD 111 du PR 8+0595 au PR 10 (MONTAGNAC MONTPEZAT) situés hors agglomération ;

Sur la proposition du Responsable du service Maison technique de DIGNE LES BAINS ;

Sur la proposition du Directeur Général des Services du Département ;

ARRÊTE

Article 1 - Dispositions particulières

À compter du 20/02/2021 et jusqu'au 21/03/2021, et à compter de la date de mise en place de la signalisation réglementaire, la circulation sera réglementée ainsi qu'il suit :

RD 111 du PR 5 au PR 7+0160 (MONTAGNAC MONTPEZAT) situés hors agglomération et RD 111 du PR 8+0595 au PR 10 (MONTAGNAC MONTPEZAT) situés hors agglomération

- La circulation est alternée par feux tricolores.
- La vitesse maximale autorisée de tous les véhicules est fixée à 50 km/h.

Le stationnement de tous les véhicules dans l'emprise du chantier et ses abords est interdit, sauf pour ceux des entreprises et bureaux d'études intervenant ou livrant sur le chantier, ceux du maître d'oeuvre et ceux du maître d'ouvrage.

Pour tous les véhicules, il est interdit de dépasser dans l'emprise du chantier et ses abords.

La durée prévisionnelle des travaux est de 30 jours.

Article 2 - Dispositions générales

Sauf indication contraire précisée à l'article 1, l'entreprise devra réaliser les travaux par demi-chaussée et laisser obligatoirement une voie de circulation libre.

La circulation devra être rétablie sur l'ensemble de la chaussée :

- de 18h00 à 8h00 la semaine ;
- de 17h00 le vendredi au lundi 9h00 ;
- les jours hors chantiers.

Le pétitionnaire prendra toutes précautions afin de limiter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectuera, en permanence, le nettoyage nécessaire.

Les dégradations éventuelles de la chaussée seront à la charge du pétitionnaire.

Article 3 - Signalisation

La signalisation sera posée sur supports fixes dans les cas suivants :

Les services du Conseil départemental des Alpes de Haute-Provence pourront, à l'occasion de contrôle de la signalisation mise en place, exiger son adaptation pour des motifs de sécurité ou d'exploitation et prendre, si nécessaire, les dispositions de sauvegarde qui s'imposeraient.

La signalisation portant indication de ces dispositions réglementaires et conformes aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, sera mise en place, entretenue et déposée par "le pétitionnaire demandeur de l'arrêté" conformément au(x) schéma(s) de principe(s) joint(s) en annexe du présent arrêté.

- Persistance du danger la nuit ou le week-end ;
- Chantier de plus de quinze (15) jours.

La signalisation devra être en permanence adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par l'entreprise chargée des travaux dès qu'elle n'aura plus son utilité. A défaut, la Maison technique pourra procéder à la dépose de la signalisation et à son stockage dans le Centre d'intervention le plus proche aux frais de l'entreprise.

Article 4 - Notification

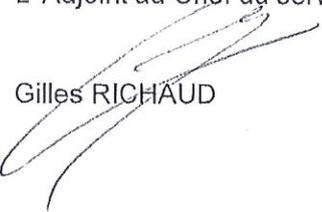
Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise chargée des travaux et affiché par ses soins à chaque extrémité du chantier.

Article 5 - Exécution

M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Alpes de Haute-Provence, M. le Directeur Général Adjoint du Pôle Développement Durable et Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Cet acte ou un extrait de cet acte sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental,
L' Adjoint au Chef du service Coordination des Services Territoriaux,


Gilles RICHAUD

Diffusion :

Luis Dias (BYSAT), Préfète des Alpes de Haute Provence, Service Départemental d'Incendies et de Secours, Maison technique de Digne les Bains, Exploitation CD04-SCST (Conseil départemental), Madame Nathalie PONCE-GASSIER, Conseillère départementale du canton de Valensole, Monsieur Jean-Christophe PETRIGNY, Conseiller départemental du canton de Valensole, Monsieur le Maire de MONTAGNAC-MONTPEZAT et Gendarmerie Nationale

Service rédacteur : Maison technique de DIGNE LES BAINS

Voies et délais de recours :

Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.